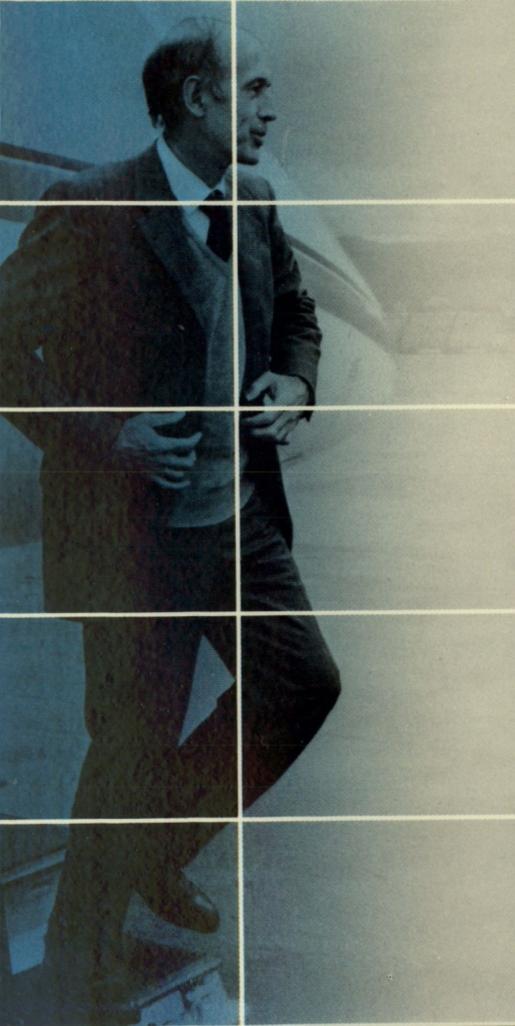


D'UNE FRANCE A L'AUTRE

PAR
ANDRÉ LAURENS



L'AIR DU
TEMPS

GALLIMARD

Extrait de la publication

« La France est un pays changeant », écrivait Georges Pompidou dans Le Nœud gordien, son ouvrage posthume. Qu'à cela ne tienne, enchaîne Valéry Giscard d'Estaing, proposons-lui le changement. Le changement, comme politique. Le propos a séduit, mais, plus encore, celui qui le tenait.

Ainsi s'est ouverte l'« ère nouvelle » promise par l'un des plus jeunes présidents de la République que la France ait connus. Le pari fait sur le changement sans risque a été gagné, mais de justesse. Et rien n'assure qu'il le soit définitivement. Valéry Giscard d'Estaing avance, tel un funambule, sur un fil qui coupe la France en deux parts égales. De quel côté tombera-t-il, s'il tombe?

Comme lui, il convient d'avancer prudemment. Ce pays reste insaisissable, pour ceux qui prétendent le subjuguier, comme pour ceux qui veulent seulement l'observer. Les résultats de la dernière élection présidentielle en témoignent, ainsi que la plupart des analyses prospectives sur l'après-gaullisme et l'après-pompidolisme. En témoigne encore le diagnostic sceptique, et finalement décevant, d'un homme qui a bien connu la France, Georges Pompidou. Croira-t-on, avec lui, que la réalité nationale se réduise à des clichés sur la légèreté des Français et « leur inaptitude profonde à accepter d'être gouvernés »? Ses compatriotes ont été plus confiants envers lui puisque, après l'avoir « accepté » pendant six ans à la tête du gouvernement,

ils l'ont pris pour président de la République. C'était un choix naturel et prudent. Tout aussi prudente fut l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Dans un pays qui, lorsqu'il ne s'emballe pas, sélectionne ses dirigeants avec circonspection – comme il classe ses crus – la mesure, vertu nationale, commande d'y regarder à deux fois avant de trancher.

L'élection de Valéry Giscard d'Estaing est un fait plus facile à constater qu'à interpréter. Si les éléments d'appréciation abondent – de la carrière de l'élu à l'analyse sociologique et géographique de son électorat – ils ne suffisent pas toutefois à former un jugement définitif sur la signification de ce choix. La consultation présidentielle de 1974 a, plus qu'aucune autre, livré des informations d'une grande richesse. Dans ce trésor, tout ce qui brille n'est pas or, mais aux yeux de ceux qui font le tri se révèlent des pierres aux feux nouveaux et, peut-être, durables. Des feux surgis de la nuit, dont l'éclat s'est imposé un instant, avant que ne se referme la malle. Le temps d'une élection, le temps d'un éclair, la France est apparue dans sa nudité. Puis elle a vite revêtu ses atours traditionnels. Cependant, elle a laissé entrevoir ce qu'elle cachait et, si indécise qu'elle reste vis-à-vis de son destin, elle nous confie, pour le présent, quelques certitudes.

La première, la plus évidente, est que la France s'est amourachée de l'élection présidentielle. Jamais consultation électorale ne fut plus suivie. La désignation du président de la République est le « jouet pour tous ». Plus populaire et plus simple encore que le tiercé. Toute manifestation de masse possède des vertus libératrices et à travers l'occasion ainsi fournie la France a exprimé ce qu'elle avait de plus profond. Aspirations confuses, refus instinctifs, contradictions éclatantes. Tout ce que la tutelle paternaliste de Georges Pompidou masquait a éclaté comme bourgeons au printemps.

Le degré de changement se mesure par rapport à l'état de cette France pompidolienne, telle qu'elle a survécu à la grande période gaulliste et à l'explosion de mai 1968. L'événement

qui provoque la grande mutation, c'est la mort du président; mais l'instrument qui lui permet de se réaliser, c'est l'élection présidentielle. Jamais encore, le fonctionnement de l'institution clé de la V^e République n'avait pu être observé dans d'aussi bonnes conditions. L'adaptation ou l'inadaptation des partis à une fonction nouvelle, la sélection des candidats, le rôle des moyens modernes de communication, des sondages, de l'argent, ces aspects mal connus ou cachés sont apparus au grand jour.

L'institution de l'élection présidentielle au suffrage universel agit surtout comme un révélateur. A travers la mésaventure de Jacques Chaban-Delmas se lit, sinon le déclin du gaullisme, du moins son usure et son incapacité à réussir sa mue réformiste. L'idéologie gaulliste – et le mouvement auquel elle avait donné naissance – avaient permis, au prix de dures contraintes, de passer le cap de la décolonisation et d'assurer la transition de la France rurale à la France industrielle, urbaine et salariée. L'une et l'autre ne répondent plus à des besoins aussi pressants. L'heure de la droite libérale grossie du centrisme a sonné. Longtemps tenue à l'écart – ou en marge – du pouvoir suprême, elle revient en force. Cependant, l'héritage gaulliste reste encore présent, dans les faits mais aussi dans les mœurs politiques.

L'élection présidentielle de 1974 révèle en outre la mobilisation, plus large que jamais sous la V^e République, de la gauche, l'autre moitié de la France. Le regain du parti socialiste s'accompagne de l'intégration du parti communiste dans la communauté nationale.

Ces données créent une situation différente, ambiguë, incertaine : là est le premier vrai changement de l'« ère nouvelle ».

1

Le temps suspendu

La France pompidolienne était immobile. La paralysie du système politique procédait certes de la maladie du président, mais pas seulement d'elle. Si l'impulsion ne venait plus du sommet, elle ne jaillissait pas davantage ailleurs, par une sorte de stérilité voulue et organisée. On comprend dès lors que Valéry Giscard d'Estaing ait axé ses campagnes sur l'aspiration au changement. Comme un bateau languissant dans le calme plat, le pays attendait un souffle d'air. Et, peut-être, pas davantage.

La nécessité d'un changement ou, à défaut, d'un renouvellement était déjà apparue lors de la succession du général de Gaulle. Georges Pompidou l'avait compris et s'était fait élire sur le double thème de la continuité et de l'ouverture. Il avait imposé un autre style présidentiel. Après le personnage historique, les Français retrouvaient un président à l'échelle humaine, un leader plus reposant. Il y a des moments, dit Georges Pompidou, où domine la notion de chef et d'autres la notion de père. Ce paternalisme s'exprimera fréquemment sous forme de remontrances, adressées aux agitateurs, aux opposants, aux syndicalistes, aux ministres, aux Français. Comme un professeur admoneste sa classe et particulièrement les élèves du fond.

Ce président qui vient de l'enseignement a vécu les événements de mai 1968 aux premières loges. Les leçons qu'il en a tirées le dépeignent. Elles procèdent d'un curieux mélange de

clairvoyance et de moralisme désuet. L'esthète qui aime le dessin obsessionnel de Bellmer reste puritain. Ses invités l'entendent fréquemment dénoncer amèrement, dans le décor design de la salle à manger de l'Élysée, la dégradation des mœurs du temps et la démission des parents et des enseignants. S'il discerne les signes d'une crise de civilisation dans les événements de mai, il met aussi en cause l'effet des « enseignements destructeurs » — c'est la sociologie qui est visée — et l'action des « agitateurs professionnels ». Il voit bien que les moyens modernes de communication contribuent, autant que le milieu familial et l'encadrement scolaire, à former la jeunesse et il le déplore. Les rapports parents-enfants, élèves-maîtres ont changé, ce qui est vrai, comme a disparu, selon Georges Pompidou, le goût de l'effort. La remise en cause de la famille, de Dieu, de l'Église, l'afflige. C'est l'homme d'une culture traditionnelle qui arrive au pouvoir suprême, dans une société profondément ébranlée. Assez lucide pour analyser son temps avec justesse, mais peu porté à le comprendre et à l'aimer. Son passé, son credo le conduisent à s'affirmer contre. Contre ce qui lui paraît barbare : le communisme soviétique ou le mode de vie américain, le rejet d'une culture installée, la recherche d'une morale permissive. Sa sensibilité s'accorde parfaitement à un type de civilisation qui, à ses yeux, reste la meilleure chance de la France et de l'Europe. « ... Je crois, écrit-il dans *Le Nœud gordien*, que le malaise de la société moderne résulte en grande partie d'une réaction contre les sociétés de type soviétique ou américain considérées, plus encore inconsciemment que consciemment, comme ne répondant pas aux besoins de tout ordre de l'homme tel que l'Occident européen l'a forgé au cours des siècles (...) La France et l'Europe occidentale sont-elles qualifiées pour trouver la solution, je n'oserais l'affirmer. Mais plus que d'autres peut-être, sont-elles en mesure d'y aider, par leurs traditions comme par la conscience qu'elles ont ressentie du mal de notre civilisation, une civilisation qui est d'ailleurs leur fille même si elle a pris ailleurs ses développements les plus spectaculaires. »

Georges Pompidou s'interroge aussi sur la fonction du pouvoir démocratique. Il observe que dans les sociétés qui ne sont

plus théocratiques, les gouvernants ne tiennent plus leur légitimité de Dieu. Lui-même ne tient pas la sienne de l'histoire, comme son prédécesseur. Dans ces conditions, estime-t-il, la charge du pouvoir consiste à organiser la vie présente, à répondre aux besoins de « divertissement » et d'« espérance » de toute communauté humaine.

LA MUTATION INDUSTRIELLE

Armé d'une philosophie du pouvoir qui ne s'encombre pas d'illusions, persuadé, quand même, que, dans l'homme, le meilleur finit par triompher, le successeur du général de Gaulle a tiré aussi de son expérience de Premier ministre des enseignements plus directement liés à la conjoncture. Au lendemain des événements de mai 1968 il pense, comme le P.C. et la C.G.T., que la situation n'est pas révolutionnaire. La classe ouvrière, écrit-il, « a atteint un niveau de vie qui a détendu en elle le ressort de la révolte ». Au reste, le communisme a perdu la partie car il a fait la preuve de son infériorité sur le plan de l'économie, par rapport au régime capitaliste ou libéral. C'est là, selon Georges Pompidou, « le fait nouveau, patent, capital de ces dernières années ». Relevons une autre affirmation, susceptible de fonder une ligne d'action politique : « Les tenants du socialisme sont, en France, des esprits superficiels, préoccupés en réalité non d'économie, mais de redistribution des richesses. »

A partir de là, Georges Pompidou trace des perspectives économiques respectant deux principes et un certain nombre de faits. Les principes sont d'abord la production d'un maximum de richesses, ensuite la répartition de ces richesses, indépendamment des conditions qui ont permis de les créer. Le gâteau étant plus gros, les parts seront plus généreuses. Il reste à prouver que la redistribution des richesses puisse s'opérer sans tenir compte des conditions de leur accumulation, que le pouvoir politique agit d'une manière neutre et objective, mais c'est une autre histoire. Ces principes posés, les faits dont il convient de tenir compte sont l'absence des matières premières, l'impor-

tance en France de la petite entreprise, le poids du secteur nationalisé (l'État contrôle 30 % de l'activité nationale).

Le grand dessein de Georges Pompidou, Premier ministre et président de la République, est de transformer un vieux pays à vocation agricole, de tradition humaniste et souvent d'humeur guerrière, en une puissante nation industrielle, qui égalerait l'Allemagne fédérale. La mutation industrielle a été lancée sous son égide dès 1965 avec une remise en cause du fonctionnement des entreprises publiques et de l'évolution du secteur privé. Deux ans plus tard, le rapport Nora conseille de mettre un terme à « la logique d'une économie de commandement qui s'est affirmée à travers la gestion des grandes entreprises nationales ». Il faut revenir aux mécanismes du marché en donnant aux entreprises du secteur public moins de subventions mais plus d'autonomie de gestion. L'État ne doit intervenir que pour favoriser la modernisation et encourager les industries de pointe. Dans le même moment où il met des distances avec le secteur public, il prend, si c'est nécessaire, des participations dans le secteur privé.

Le rapport du Comité pour le développement industriel dont le rapporteur était François-Xavier Ortoli et qui s'est penché sur l'évolution du privé, exalte, en 1968, les notions de concurrence, d'efficacité et de profit. « Cela suppose — écrivent ses auteurs — que la politique menée par l'État obéisse le plus possible à un principe de neutralité, c'est-à-dire, qu'il n'y ait de discriminations qu'exceptionnelles, consenties et délibérées. » « La nouvelle technocratie d'État, écrit Gilles Martinet, dans son ouvrage *Le Système Pompidou*, n'accepte pas seulement la logique de l'économie de profit mais va jusqu'à dire que le devoir du gouvernement est de servir cette logique, ne corrigeant que ce qui va à son encontre, n'intervenant que contre les excès de la spontanéité du marché. C'est ce que pensaient depuis déjà longtemps les managers des grandes entreprises privées qui ne faisaient eux-mêmes que reprendre à leur compte la vision américaine du développement économique. »

Georges Pompidou écrit lui-même que l'État ne doit pas diriger l'économie nationale : il doit l'orienter dans ses grandes

lignes. Essentiellement, encourager la productivité des entreprises, favoriser l'amélioration des marges bénéficiaires car le profit est « la matière dont peut se nourrir le progrès social ».

De telles conceptions n'ont rien de très original dans la France des années 70. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances avant de devenir président de la République, Jacques Chaban-Delmas, ex-Premier ministre, Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber, passés de l'opposition à la majorité, les partagent. Sur le fond, ces hommes qui se sont séparés, combattus, rejoints, tombent d'accord : le 19 mai 1974, ils se retrouvent dans le même camp.

Ils héritent d'un pays où la production industrielle a augmenté de 37 % en cinq ans, qui est passé du cinquième au troisième rang dans les échanges internationaux, où la progression du niveau de vie a été de 27 % d'avril 1969 à janvier 1974. Mais la restructuration industrielle, réelle (avec la naissance de nouveaux groupes à l'échelle européenne, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Creusot-Loire, B.S.N.-Gervais-Danone), ou de nouvelles infrastructures comme à Fos (Wendel-Sidélor et Usinor), s'est poursuivie d'une manière anarchique et sans tenir compte des actions prioritaires du VI^e Plan (1971-1975). Mais les capitaux étrangers ont investi bien des places fortes nationales : Fiat – provisoirement – chez Citroën, Honeywell chez Bull, Hoechst chez Roussel. (En revanche, la prise de participation de Westinghouse chez Jeumont-Schneider a été refusée.) Mais le commerce extérieur est assuré dans la proportion des trois quarts par trois mille entreprises sur cent mille et les ventes d'armes, de produits agricoles non apprêtés, d'articles de faible valeur le rendent fragile. Mais l'inflation dévore l'épargne modeste. Mais le franc n'arrive pas à assumer ce qui reste de gaullisme dans une politique monétaire au demeurant fluctuante.

Le bilan montre que l'empirisme a gouverné l'économie française. Dans la pratique du pilotage à vue, au fil de l'eau, Georges Pompidou avait un collaborateur dévoué en la personne de Valéry Giscard d'Estaing.

L'IRRUPTION DU QUALITATIF

La France qui choisit Georges Pompidou en 1969 et Valéry Giscard d'Estaing cinq ans plus tard n'est pas une. Traversée de courants contradictoires, agitée de soubresauts saisonniers, elle s'enrichit en réagissant parfois contre la mutation économique qui lui est imposée. Au cours des quinze premières années de la V^e République, elle a connu l'expansion la plus forte, le Japon excepté, des pays industrialisés; elle a rattrapé la Grande-Bretagne et court après l'Allemagne (cette longue période de prospérité a grandement favorisé la stabilité politique). La France reste, sous la houlette de Georges Pompidou, le pays du monde occidental où, en nombre d'heures, on travaille le plus; où la rémunération du travail, après avoir progressé de 1953 à 1959, a été — malgré le desserrement imposé en 1968 — mieux contenue qu'ailleurs; où le nombre d'étudiants s'est accru beaucoup plus nettement que dans les autres pays européens; où la part de l'impôt indirect est plus forte que celle de l'impôt direct.

La France, c'est aussi le pays des résidences secondaires (plus que les États-Unis), la communauté où les écarts de revenus restent aberrants, une population dont les différentes couches résistent au « changement ». Dans le rapport établi sous la direction de Paul Delouvrier pour le Commissariat au Plan sous le titre *La France face au choc du futur*, on lit : « ... C'est presque à contrecœur ou du moins sans l'accord profond de nombre de ses membres que la société française semble entrer dans une phase de modernisation accélérée. L'image d'une pyramide renversée ne reposant que sur son sommet, la faible minorité réformatrice, évoque la fragilité de l'entreprise : sans l'appui du corps social entier, cette minorité aura bien du mal à résoudre les nouveaux problèmes que son développement avancé posera à la France. » Ce diagnostic marque les limites de l'expérience tentée par Jacques Chaban-Delmas comme Premier ministre de 1969 à 1972, éclaire son échec à

l'élection présidentielle et souligne les obstacles que rencontrera Valéry Giscard d'Estaing si, à défaut de le faire accepter, il veut, comme il l'a dit, imposer le changement.

Sur ce fond conservateur, réactionnaire, germe une puissante aspiration, celle du mieux-vivre, de la qualité de la vie, dans tous les domaines, le travail, l'habitat, les loisirs. L'irruption du qualitatif à partir de 1968 caractérise le règne pompidouien et parfois le déborde. Il ne s'agit plus d'un rêve d'étudiant : même les O.S. sont touchés. Au Mans, à Besançon, chez Lip, les conflits sociaux prennent un tour nouveau, ils divisent les syndicats, irritent le pouvoir, indisposent sa majorité. En finira-t-on jamais avec les fantômes de mai 68?

Produire plus pour distribuer plus ne suffit pas, même si la revendication quantitative reste, pour la majorité des Français, essentielle; il faut aussi offrir les moyens d'une autre vie; il faut encore apporter considération et dignité. Exigences de luxe. Lorsqu'il parle de la « question sociale », Georges Pompidou le fait en termes concrets et, pour rappeler que la condition ouvrière n'est pas unique, que les professions agricoles souffrent de la rapidité des mutations, que nombre de petits et moyens cadres sont des « nouveaux pauvres » réels ou en puissance, il se penche sur « les cols blancs » et sur le sort des vieillards et recense ce qui a été fait pour ces différentes catégories sociales et qui n'est pas vain. Que de méfiance et de scepticisme, toutefois, derrière cette bonne volonté au ras du sol! A l'égard, par exemple, de la participation : la législation peut sans doute encourager l'intéressement, l'actionnariat ouvrier, obliger à une certaine information des salariés dans les entreprises, mais l'État doit se garder de contraindre. Et laisser jouer sa partie à « un syndicalisme intelligent », c'est-à-dire dépolitisé. A l'égard encore de la justice fiscale : la diminution de l'écart entre les revenus doit être recherchée notamment par un réaménagement de la fiscalité « bien qu'il soit rendu difficile par la répugnance des Français à payer l'impôt... »

On comprend qu'il ait suivi avec agacement, puis réprobation, les tentatives de son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, pour établir des rapports contractuels, débloquent les relations sociales, on devine qu'il n'a pas compris et soutenu

l'action de son ministre du développement industriel Jean Charbonnel pour régler le conflit de Lip.

LES MOYENS DU BORD

Georges Pompidou aspirait à conduire paternellement une société désireuse de s'enrichir, sans le dire, à la manière paysanne, une nation que son passé rendait ambitieuse — être en tête des puissances de second ordre — avec pour vague idéal — car il en faut bien un — celui d'instaurer plus de solidarité entre les Français eux-mêmes, entre le peuple de France et d'autres, plus déshérités. Au départ les moyens politiques ne lui étaient pas comptés, à condition qu'il fût suivi. C'est sur son nom qu'avait été élue l'imposante majorité parlementaire. Majorité née de la peur de 1968, plus portée à incarner un refus, celui du désordre, que de grands desseins. Le général de Gaulle ne s'en était pas satisfait et à vouloir chercher une autre preuve de confiance, il perdit le pouvoir.

Georges Pompidou entendait se contenter des moyens du bord. Il accepta le concours de ceux qui, comme Valéry Giscard d'Estaing, avaient, aux yeux des gaullistes, trahi en contribuant à mettre en échec le général de Gaulle, rechercha le concours d'opposants centristes, tels Jacques Duhamel, Joseph Fontanet, René Pleven. Le danger alors venait du centrisme incarné par Alain Poher, président du Sénat, et favorisé par la faiblesse de la gauche. Il est écarté aisément, tant il apparaît que l'adversaire opposé au « continuateur gaulliste » ne fait pas le poids, tant il est vrai que les germes de changement contenus dans l'« ouverture politique » de la candidature de Georges Pompidou permettent de faire l'économie d'une mutation plus décisive mais plus risquée de la classe dirigeante. Cependant, le besoin de renouvellement s'est imposé et s'est traduit par la récupération d'une partie du centrisme d'opposition. Cinq ans plus tard, l'évolution alors amorcée sera conduite jusqu'à son terme.

Le choix de Jacques Chaban-Delmas comme Premier ministre, en 1969, confirme la continuité gaulliste, encore que

le nouveau chef de gouvernement soit un gaulliste très « ouvert ». Il n'empêche que d'autres compagnons du général de Gaulle, parmi les plus fidèles et les plus orthodoxes, rompent bientôt avec le président de la République et l'U.D.R. : Christian Fouchet, Jacques Vendroux, Jean-Marcel Jeanneney, David Rousset. Une première page est tournée. Personne ne s'en émeut vraiment dans l'entourage du chef de l'État. Après tout, Georges Pompidou sait bien et le reconnaît volontiers, qu'il n'a pas la dimension historique, le pouvoir charismatique de son prédécesseur : il a, du moins, l'aval de celui-ci pour présider aux destinées de la France, ce qu'il ne dit pas et qui sera révélé après sa mort dans le livre de Jean-Raymond Tournoux, *Le Tourment et la fatalité*. Et puis, le monde continue de changer et il convient de s'y adapter, pragmatiquement, selon la méthode gaulliste. Ce que tente de faire le nouveau président, qui, comme son prédécesseur, s'intéresse d'abord à la politique internationale.

Le survol rapide de ces cinq années de présidence montre d'une manière évidente et cruelle qu'au dynamisme du début a succédé la paralysie de la fin.

1969, second semestre : une conférence de presse, la conférence au sommet de La Haye;

1970 : visite aux États-Unis en février, en U.R.S.S. en octobre, quatre voyages en province, réceptions de Gromyko, Kiriline, vice-président du Conseil d'U.R.S.S., Douglas-Home, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne;

1971 : deux conférences de presse, voyage en Afrique, quatre déplacements en province, réceptions de Colombo et Moro (Italie), Bourassa (Québec), Heath, Premier ministre britannique, Brejnev, de l'empereur du Japon, rencontre avec Nixon aux Açores;

1972 : nouveau voyage en Afrique, voyages en Grande-Bretagne, à Luxembourg, organisation d'un référendum sur l'Europe et du sommet européen de Paris, deux conférences de presse, quatre déplacements en province, réception de la reine Elisabeth;

1973 : une conférence de presse, voyages à Minsk pour y rencontrer Brejnev, à Reykjavik pour y rencontrer Nixon, dans

le territoire des Afars et des Issas, en Chine, à Londres et à Copenhague pour le nouveau sommet européen, réception non officielle de Brejnev;

1974 : déplacement à Poitiers, voyage à Pitsounda (Crimée) pour la rencontre franco-soviétique. En même temps qu'il cessait pratiquement ses voyages en province, le président Pompidou allégeait son emploi du temps de multiples obligations.

Le général de Gaulle avait mesuré l'ingratitude de la diplomatie. Comme lui, son successeur ne fut pas toujours payé des efforts qu'il déploya dans le domaine de la politique extérieure. Sous sa présidence la Grande-Bretagne put, enfin, entrer dans la Communauté économique européenne. Georges Pompidou était depuis longtemps partisan de cet élargissement mais son action pour amarrer l'Angleterre à l'Europe ne reçut d'encouragement ni chez les Britanniques, ni chez les Français. Du sommet de La Haye en 1969 à celui de Copenhague en 1973, l'« identité » européenne n'a guère progressé. Les États-Unis et M. Kissinger furent pour beaucoup dans cette stagnation dont Michel Jobert, le dernier ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, tentait de sortir.

Le rapprochement avec l'Amérique, au début du septennat, marqué par des concessions dans le domaine monétaire, le maintien de l'entente avec l'U.R.S.S., pour ne pas laisser à l'Allemagne fédérale le privilège de l'ouverture à l'est, n'empêchèrent pas les deux super-puissances de traiter, par-dessus la tête des autres, les affaires du monde. Le chef de la diplomatie française n'avait plus qu'à condamner ce condominium...

La continuité gaulliste s'est surtout manifestée dans la politique arabe, le maintien des liens franco-maghrébins (malgré l'affaire Ben Barka, malgré la nationalisation du pétrole algérien) et la coopération avec les pays africains. Au Proche-Orient l'embargo sur les envois d'armes aux pays du champ de bataille a été respecté et c'est en déjouant la surveillance française que les Israéliens récupérèrent à Cherbourg deux vedettes de guerre qu'ils avaient commandées. L'attitude rigide de M^{me} Golda Meir autant que les nécessités de l'approvisionnement en pétrole favorisèrent le resserrement des liens avec les pays arabes. La diplomatie française a finalement obtenu ses

meilleurs résultats à l'extérieur en suivant une orientation politique qui reste très contestée à l'intérieur. Notamment dans les rangs de la nouvelle majorité présidentielle.

LA MALADIE, L'ENTOURAGE ET LE SYSTÈME

L'effet de la maladie a coïncidé avec un enlèvement purement politique. En parfaite santé, Georges Pompidou aurait-il fait beaucoup mieux? Avant même que toute la classe politique ne soit tenue en haleine par le mal qui rongait le président, les erreurs commises par celui-ci avaient jeté le trouble dans les esprits. Accueilli comme une suprême habileté, propre à casser l'union de la gauche, le référendum de 1972 sur l'élargissement de l'Europe fut un échec, dans la mesure où il révéla plus d'indifférence que d'intérêt, plus de désaffection populaire que d'allant européen. Une partie de l'électorat gaulliste ne vint pas au rendez-vous et Georges Pompidou s'en souviendra lorsqu'il cherchera un successeur à Jacques Chaban-Delmas. Précisément le choix de Pierre Messmer visait à reconquérir la base gaulliste. Qui osera dire, maintenant, qu'il fut bien inspiré? Qui ne voit que le divorce entre le président de la République et son premier chef de gouvernement aurait dû être prononcé plus tôt et qu'il l'a été, enfin, parce que le chef de l'État s'est senti atteint dans ses prérogatives et non parce que la conjoncture politique s'y prêtait? C'est Georges Pompidou qui plaça Arthur Conte à la tête de l'O.R.T.F. et qui dut ensuite mettre fin à ses fonctions; c'est encore le président de la République qui lança le projet de réduire à cinq ans la durée du mandat présidentiel et qui ne parvint pas à mener à son terme une affaire pourtant facile à traiter, avec un peu d'habileté. En perdant une bonne santé autrefois évidente, le président perdait aussi son flair et sa chance.

Il se mourait dans son palais et n'en sortait que pour de brèves pauses, à Cajarc, à Orvilliers, que pour des voyages importants, ou de rares obligations protocolaires. Chaque apparition montrait les progrès d'un mal que l'entourage niait avec de moins en moins de conviction. La grippe à rechutes servait d'alibi. Le culte du secret, considéré, après le général de

Gaule, comme l'une des règles de l'art de gouverner, la discrétion dont on entoure dans les familles paysannes la maladie, concouraient à isoler le chef de l'État de ses concitoyens, de ses propres amis, de certains proches parents. M^{me} Pompidou ne devait pas savoir la gravité du mal qui frappait son époux-président, la France non plus. Cette étrange mais respectable pudeur a, peut-être, ménagé le bonheur d'un couple resté très uni, le pays, lui, n'y a rien gagné. Il a vécu les dernières années du règne Pompidou en état de crispation. Tout ce que l'évolution des mœurs commandait de faire, l'abaissement de la majorité civique et électorale, la libéralisation totale de la contraception, la révision de la législation de l'avortement, tout ce que la pression sociale invitait à réaliser, tout ce que la bonne intelligence politique conseillait est resté en chantier. En attendant que Valéry Giscard d'Estaing vienne débloquer quelques-uns de ces verrous.

Comme toujours lorsque le roi déçoit, on accuse l'entourage. Que n'a-t-on entendu sur les serviteurs du « château », puisque c'est ainsi que les gaullistes appellent, entre eux, l'Élysée? Il est vrai que Georges Pompidou a gouverné dans le détail plus que ne l'avait fait le général de Gaulle. Son expérience de Premier ministre, sa grande connaissance des dossiers, l'existence d'un cabinet qui doublait pratiquement les structures gouvernementales, expliquent qu'il ait d'abord eu l'œil sur tout, que sa maladie ait entraîné ensuite la paralysie de l'État, que ses conseillers aient gardé enfin une influence plus grande qu'il n'était souhaitable.

Cette influence semble avoir pesé s'agissant du principal conseiller politique, Pierre Juillet, dans le sens du conservatisme et de la protection des prérogatives présidentielles. Elle a joué un rôle aussi dans le choix de nombreux responsables. Que Pierre Juillet ait convaincu le président que la France votait à droite, que Jacques Chaban-Delmas et son équipe de réformistes menaçaient de tout casser, que Pierre Messmer ramènerait les gaullistes perdus au bercail et ferait même un honnête dauphin, c'est très vraisemblable. Que le même, aidé par Marie-France Garaud, ait contribué à choisir certains ministres et secrétaires d'État, ait choisi les direc-

D'UNE FRANCE A L'AUTRE PAR ANDRÉ LAURENS

Comme les mousquetaires, ils sont quatre. Quatre journalistes du *Monde* qui, d'un regard curieux, sans illusion ni scepticisme, observent les hommes et les choses de la politique.

Au printemps dernier, mobilisés, ils sont partis en campagne. Celle qui s'est terminée par la victoire de Valéry Giscard d'Estaing. Aucun événement n'a pu se produire, pendant ces semaines-là, sans que l'un d'eux fût présent.

Nul n'était donc plus capable qu'André Laurens, avec la collaboration de ses trois amis — Thomas Ferenczi, Thierry Pfister, Michel Schifres — de faire le récit de cette guerre.

Et pourtant, ce livre apporte bien autre chose. Derrière les personnages, avec leurs ambitions et leur générosité, leurs calculs et leurs naïvetés, derrière tous les mécanismes qui tournent et grincents, se dessine l'image d'une France, cette France immobile de Georges Pompidou devenue l'« autre » France de Valéry Giscard d'Estaing.

Car cette campagne a révélé que l'acteur principal, c'était la nation. Et cela pour la première fois sans doute.

Le temps d'une élection, elle est apparue dans sa nudité. Si elle a vite revêtu ses atours traditionnels, elle a laissé entrevoir ce qu'elle cachait et, si indécise qu'elle reste vis-à-vis d'elle-même, elle nous confie, pour le présent, quelques certitudes.

André Laurens est né en décembre 1934 à Montpellier où il débute dans le journalisme. Il travaille ensuite, de 1958 à 1962, à l'*Agence Centrale Parisienne de Presse* avant d'entrer au journal *Le Monde* où il occupe les fonctions d'adjoint au chef du service politique.

